

---

# Tricentenaire des traités d'Utrecht et Rastadt

Philippe Guignet <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Cercle Archéologique et Historique de Valenciennes

---

Février 2013

**M**. Guignet expose tout d'abord les raisons qui justifient cette conférence, au-delà du souci qui n'a rien de peccamineux de commémorer cet événement. Ces traités mettent un terme à une guerre de succession d'Espagne d'une durée appréciable (onze ans) et d'une importance exceptionnelle. Ces traités marquent une étape importante de l'histoire française et européenne. Un tel exposé permet de surcroît de réviser la légende noire, comme du reste la légende dorée de Louis XIV qui ne cesse de fasciner les meilleurs esprits.

Dans un premier temps, M. Guignet rappelle les causes et les caractères originaux de ce long et dramatique conflit. La succession du roi d'Espagne Charles II, un valétudinaire-né sans postérité est redoutée par toutes les puissances européennes, tant elle peut déboucher sur une crise générale en rompant les équilibres géopolitiques. En septembre 1700, au détriment du candidat des Habsbourg de Vienne, Charles II désigne le deuxième petit-fils de Louis XIV, le duc d'Anjou comme héritier de l'Espagne et de ses immenses possessions (l'Amérique centrale et l'Amérique du sud (sauf le Brésil), le Milanais, Naples et la Sicile, les Pays-Bas, etc. . . En cas de refus, c'est le duc de Berry, troisième petit-fils de Louis XIV qui serait roi ; en cas de défection du duc d'Anjou, c'est Charles, le Habsbourg qui serait investi. Faut-il accepter le testament ? Au lendemain de la mort de Charles II, Louis XIV et ses ministres hésitent, d'autant plus qu'il semble que la France n'ait pas intrigué outre mesure pour forcer la décision du roi défunt. Le 16 novembre, le roi donne audience aux ambassadeurs ; Saint-Simon a décrit la scène. Louis XIV présente le duc d'Anjou : “ Messieurs, voilà le roi d'Espagne. . . ” . L'ambassadeur d'Espagne se serait écrié “ Quelle joie ! Il n'y a plus de Pyrénées ” . Louis XIV pouvait-il faire autrement ? Refuser, c'était

livrer l'Espagne aux Habsbourg de Vienne et reconstituer l'empire de Charles Quint. Les réactions en Europe sont diverses. L'empereur d'Allemagne refuse, la Hollande et l'Angleterre se résignent à reconnaître le duc d'Anjou devenu Philippe V. certaines maladresses de la France (asiento accordé par l'Espagne aux négociants français, garnisons de troupes françaises dans plusieurs villes de la Belgique espagnole. . . ) font craindre une annexion déguisée. En septembre, l'Angleterre aidée des Provinces-Unies (on dit communément la Hollande) concluent à la Haye une grande alliance qui rassemble aussi l'empereur et les petits princes allemands (sauf Cologne et la Bavière) contre la France et l'Espagne. S'ouvre la plus dure et la plus longue guerre du grand Règne. La France, mais c'est aussi le cas à des degrés divers des autres protagonistes, dut faire un effort considérable en mobilisant toutes ses ressources démographiques et économiques. Une immense détresse financière en résulta. M. Guignet recense tous les moyens dont use la monarchie des lys (emprunts à jet continu, “ dons gratuits ” exigés des villes, nouveaux impôts, organisation de loteries, créations et ventes d'offices inutiles, voire ridicules, mutations et dévaluations de la monnaie. . . ). Le grand hiver de 1709 rend exsangue les populations, sans compter les pertes directes et surtout indirectes liées à la guerre (peut être, mais les estimations varient, 700 000 morts pour l'ensemble des puissances en conflit). Ce furent des années de misère, le journal du curé de Rumegies publié par Henri Platel le rappelle de façon émouvante.

M. Guignet retrace ensuite à grands traits les grandes phases de la guerre. Les deux premières années sont assez favorables à la France, mais dès 1704, l'équilibre commence à se renverser (prise de Gibraltar par les Anglais, lourde défaite française face au duc de Marlborough à Blenheim qui conduit la France à évacuer

la Bavière et bientôt l'ensemble de l'Allemagne). En 1705 l'archiduc Charles débarque en Catalogne. L'année 1706 est désastreuse pour la France qui après la défaite de Ramillies (entre Bruxelles et Namur), perd la majeure partie de la Belgique. En septembre 1706, le prince Eugène écrase les troupes françaises sous les murs de Turin ; l'Italie du Nord est évacuée. En 1707, Louis XIV tente de négocier, se heurte à une totale intransigeance des Alliés. L'année 1708 est dramatique. En juillet 1708, près d'Audenarde, les troupes françaises victimes du commandement incohérent du duc de Bourgogne et du duc de Vendôme laissent 3000 morts, 4000 blessés, 8000 prisonniers, sans compter les déserteurs. La route de la France du Nord est ouverte. Un immense convoi de 3000 chariots de vivres et de munitions fait mouvement vers Lille. Deux chefs militaires d'exception, Marlborough et le prince Eugène rassemblent au total près de 120 000 hommes pour envahir la France. La ville de Lille se rend le 22 octobre, mais après une résistance héroïque, la citadelle ne capitule que le 9 décembre. Survient alors le plus rude hiver que l'Europe ait connu depuis plusieurs siècles. Louis XIV se décide aux plus grands sacrifices en proposant la paix. Le roi accepte toutes les conditions sauf une qui aurait conduit la France à faire la guerre à Philippe V pour le renverser. Les négociations sont donc rompues.

La France paraît proche de l'effondrement. Le Tournaisis est ravagé, Saint-Amand mis à sac. Tournai française depuis le traité de 1668 se rend le 2 septembre, mais le 11 septembre le maréchal de Villars malgré l'infériorité numérique de ses forces affronte les alliés à Malplaquet près de Bavay. C'est la plus grande boucherie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les troupes françaises se replient après avoir imposé de lourdes pertes (15 000 morts en moins d'une journée contre 10 000 du côté français). L'armée alliée prend Mons mais renonce à envahir la France.

En 1710 la France relance les négociations. Rien n'y fait. L'offensive alliée fait succomber Douai le juin. Béthune capitule le 29 août, Aire tombe en novembre. Le "pré-carré" des places fortifiées conçu par Vauban fait obstacle à une progression rapide des alliés. Certaines places de la première ligne comme Valenciennes et Condé sont pratiquement cernées, mais demeurent à la France. Le 17 avril 1711, l'empereur d'Allemagne Joseph I<sup>er</sup> décède de façon inopinée. Son successeur est l'archiduc Charles, le prétendant au trône d'Espagne. Les Anglais qui redoutent tant la France n'ont aucun intérêt à reconstituer sous Charles devenu Charles VI l'Empire de Charles Quint. Des conversations secrètes entre Versailles et Londres aboutissent à la signature des préliminaires de Londres le 8 octobre 1710. Les opérations militaires se ralentissent, même si Marlborough avant d'être disgracié prend encore Bouchain le 13 septembre. M. Guignet consacre alors un long passage de sa conférence à évoquer la situation de Valenciennes enfermée dans ses murailles pendant trois ans. Les troupes ennemies fourragent jusque sous les murs de

la ville où se réfugient des maraudeurs et surtout des paysans fuyant les exactions. La situation est dramatique. Commentaire de la courbe des naissances et des décès : les années 1709 à 1712 sont lourdement déficitaires, on enregistre 3902 décès contre 2574 naissances dans les quatre paroisses pour lesquelles on conserve une série continue de registres. En 1713, le prince Eugène conscient que le retrait anglais ne lui laisse guère de temps décide de forcer le destin en contournant Valenciennes pour assiéger Landrecies dont la prise lui ouvrirait la vallée de l'Oise et la route de Paris. Pour briser net l'offensive, Villars met en œuvre la manœuvre qui lui est suggérée par le conseiller Lefebvre d'Orval : fixer les troupes d'Eugène sous Landrecies en ne laissant qu'un rideau de troupes, alors qu'en fait le maréchal fait cheminer nuitamment ses forces vers Denain pour couper les lignes de ravitaillement des alliés dont les magasins se trouvent à Marchiennes. Le 24 juillet, les français montent à l'assaut et d'un seul élan s'emparent de Denain, tandis que la garnison de Valenciennes sous les ordres du prince de Tingry se porte vers la ville pour couvrir la manœuvre d'une contre-offensive d'Eugène qui prévenu trop tard assiste impuissant au désastre. Schéma à l'appui, la "surprise" de Denain a été disséquée par l'orateur. Dès septembre, Douai, Le Quesnoy puis Bouchain sont repris. Cette fois l'heure de la paix a sonné. Les traités d'Utrecht signés en mars 1713 sont en fait au nombre de sept (deux de paix et de commerce avec l'Angleterre), deux entre la France et les Provinces Unies (l'un de paix, l'autre de commerce), un traité de paix avec le Portugal, un autre entre la France et le Brandebourg, un dernier entre la France et le duché de Savoie. L'Empereur d'Allemagne s'obstine encore un an et ne traite qu'à Rastadt le 6 mars 1714. Grâce à sa victoire de Denain, la France peut discuter en moins mauvaise position qu'en 1710. La Savoie, le Portugal et surtout l'Angleterre tiennent à la paix, alors que les Hollandais se résignent à négocier. Ces traités, comme on le sait, comportent des clauses politiques, territoriales et économiques. Les conditions économiques sont favorables aux anglais qui obtiennent une pénétration accrue de leur commerce en Espagne et surtout dans l'empire espagnol d'Amérique. Les possessions françaises des Antilles n'eurent pas à souffrir des conditions imposées par l'Angleterre qui en revanche obtient en Amérique du Nord des positions-clés, l'Acadie, la baie d'Hudson et Terre-Neuve, ce qui à terme menace la survie du Canada Français (qui ne tombe toutefois qu'en 1763 à la fin de la guerre de Sept ans). M. Guignet, histoire régionale oblige, insiste surtout sur la rectification des frontières septentrionales de la France. Louis XIV a dû faire la part du feu en cédant Tournai, Menin et Furnes (des villes acquises depuis le traité d'Aix-la-Chapelle de 1668), ainsi qu'Ypres et ses dépendances passées à la France en 1678. En revanche les alliés rendant Lille, Béthune et Aire ; la frontière du Nord est régularisée. Pour l'essentiel c'est celle que nous connaissons encore aujourd'hui, c'est dire la portée de ces traités.

Peut-on parler d'avènement de la prépondérance anglaise ? Les anciens livres d'Histoire le disent quelquefois, à commencer par l'excellent ouvrage de Pierre Muret qui porte ce titre en 1937. Aujourd'hui, c'est ce qu'estime en tout cas M. Guignet, on serait tenté de parler de prépondérance partagée. Bien sûr, en 1713/1714, c'en est fini de la prépondérance sans partage de la France comme dans les premières années du règne de Louis XIV, mais la France demeure une "superpuissance" dans l'Europe de ce temps. Il ne faut pas non plus minimiser l'importance des gains territoriaux finalement obtenus par le Habsbourg de Vienne qui est aussi empereur d'Allemagne. Il est de grande conséquence de s'emparer de la Belgique, du Milanais, de l'Italie du Sud. M. Guignet entend bien que de Budapest à Naples, de Milan à Bruxelles, les possessions des Habsbourg manquent d'unité et que l'Empire germanique demeure morcelé en de nombreux états. Il demeure que dans le même temps l'Autriche est engagée dans une longue reconquête de l'Europe centrale sur les Ottomans.

M. Guignet rappelle in fine que c'est au moment d'Utrecht que l'abbé de Saint-Pierre, aumônier de Madame Palatine qui accompagnait les plénipotentiaires français a rendu un projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe. Cet esprit fécond déjà pacifiste appelait à la création d'un tribunal suprême des nations, anticipation de la SDN et de l'ONU. Une belle utopie plus tard commentée par Rousseau qui estimait le projet irréalisable dans l'Europe des rois et par Emmanuel Kant qui en fait l'éloge.